

AFRIQUE AUSTRALE Meeting le 14 mai

Les organisations françaises, dont le M.R.A.P., luttant contre l'apartheid et pour le soutien aux mouvements de libération de l'Afrique australe, organisent un meeting sur ce thème le 14 mai, à 20 h 30, 44, rue de Rennes, à Paris.

Depuis le colloque national du 15 février, le bureau permanent du collectif des organisations s'est réuni régulièrement. Entre autres initiatives, une audience avait été demandée au Président de la République, à l'occasion de la Journée internationale contre le racisme.

Sans nouvelles des services de la Présidence, la délégation s'est présentée le 21 mars à l'Élysée. Elle s'est heurtée à un refus catégorique. Les questions qu'elle voulait poser au Président de la République ont été déposées... entre les mains du policier de service et n'ont à ce jour pas reçues de réponses.

L'O.U.A. UNANIME CONTRE L'APARTHEID

Du 8 au 10 avril une réunion ministérielle extraordinaire de l'Organisation de l'unité africaine s'est tenue à Dar Es Salaam, capitale de la Tanzanie, pour débattre de l'Afrique du Sud.

Le problème posé était le suivant : comment mettre fin à l'apartheid dans les plus brefs délais. On sait que depuis que l'Organisation des nations unies existe, ce problème revient à chaque session sans que le racisme et l'arrogance du régime de Pretoria ait faibli.

A Dar Es Salaam, les délégués de 41 pays membres ont décidé de reprendre le manifeste de Lusaka, adopté en 1969, qui préconisait l'utilisation de moyens pacifiques et la déclaration de Mogadiscio, adoptée en 1971, qui recommandait aux pays membres d'apporter leur aide aux mouvements menant la lutte armée, si les moyens pacifiques échouaient. L'O.U.A. soutient la Zambie, la Tanzanie, le Botswana et le Front de libération du Mozambique dans leurs efforts pour mettre fin au régime rebelle de Rhodésie et recommande l'intensification de l'embargo africain contre le régime de Pretoria.

Deux résolutions importantes ont été approuvées à l'unanimité. La première, sur l'Afrique du Sud, condamne la politique des Bantoustans pratiquée par Pretoria pour diviser le peuple africain, demande à tous les pays d'observer un embargo strict contre l'Afrique du Sud, notamment dans le domaine pétrolier (cette décision vise en premier lieu l'Iran) et de refuser le droit d'escale aux avions et aux navires sud-africains; elle recommande enfin l'exclusion de ce pays de l'O.N.U. Une deuxième résolution crée un

Paris-Pretoria en "Air-bus" ?

Avaient-ils placé des cactus et autres plantes à épines au pied de la tribune, ces ambassadeurs de Pretoria rassemblés à Paris le jeudi 3 avril autour de M. Connie Mulder, ministre de l'information de l'Afrique du Sud ? Toujours est-il que M. Rossi, porte-parole du gouvernement giscardien, s'y est trouvé à l'aise, à tel point qu'il affirma, avec force compliments, que la France entendait augmenter dans les plus brefs délais le pourcentage de ses échanges commerciaux avec l'Afrique, du Sud s'entend.

Cette augmentation sera-t-elle de l'ordre de 36 % que les racistes ont accordé, eux, à leur budget militaire ? L'évolution de ces dernières années a montré que la France soutient véritablement le régime de Pretoria, condamné par la Communauté internationale. Contre 1,2 milliard de francs

d'achat aux racistes, Paris a vendu l'an passé pour 1,7 milliard à l'Afrique du Sud, sans compter le montant des ventes d'armes, tenu consciencieusement secret par les deux parties.

La toute récente visite officielle de M. Norbert Segard, ministre français du commerce extérieur, à Johannesburg, dissimule mal, derrière l'échange de politesse, la ferme volonté de renforcer les accords : les sud-africains ont des vues précises sur nos sous-marins et nos avions « Air-bus », cette fois civils il est vrai.

Que signifient ces démarches ? La France ne se souvient-elle pas qu'elle a apposé sa signature au bas de l'ultimatum lancé par l'O.N.U. à l'Afrique du Sud. Va-t-elle se dédire au lendemain de l'échéance du 30 mai sur la Namibie ? Mais sans attendre jusque-là, le simple renforcement des liens entre les deux capitales constitue un affront à la fois au peuple français et aux populations opprimées d'Afrique du Sud.



conseil spécial de l'O.U.A. sur la Namibie. Celui-ci est chargé, en consultation étroite avec le mouvement de libération namibien, la S.W.A.P.O., de négocier l'indépendance sur la base de l'intégrité territoriale et de la reconnaissance de la S.W.A.P.O. comme seul représentant du peuple namibien.

En ce qui concerne le Zimbabwe (Rhodésie), les délégués soutiennent les efforts entrepris par les présidents Kaunda de Zambie ; Nyérére de Tanzanie, Khama du Botswana et Machel du Mozambique ; ceux-ci ayant réussi à contraindre Ian Smith à libérer Joshua Nkomo et le révérend Ndabingi Sithole et obligé l'Afrique du Sud à envisager le retrait de ses forces du Zimbabwe. Il est certain que les racistes de Salisbury continuent de demander la reddition pure et simple des combattants africains et ont emprisonné de nouveau Sithole sous un faux prétexte, tandis que Vorster tarde à appliquer la promesse du retrait de ses troupes. C'est pour cette raison que le mouvement de libération unifié sous la direction de l'African National Council, est déterminé à ne pas déposer les armes tant que la majorité africaine ne recouvrera pas tous ses droits légitimes.

La diversion

Après les augmentations des tarifs pétroliers, sur le prix d'un litre d'essence vendu en France en 1973, la part revenant au pays producteur représentait 28,3 %, celle des compagnies 34,7 %, celle de l'Etat français 37 %. Depuis, la réévaluation de l'or, la baisse du dollar ont rogné la valeur réelle des sommes versées pour l'achat du produit brut. En 1974, l'incidence de la hausse du pétrole était, en France, de 2 à 3 % sur une inflation de 16 à 18 %...

Tels sont les faits. Qu'importe ! Il doit être dit que la crise économique — pourtant bien antérieure — est due à la hausse du pétrole, et que les coupables en sont « les Arabes ». Parce que les rois féodaux à la Fayçal (ainsi que le shah d'Iran) s'introduisent dans les joutes du capitalisme international, il doit être dit que « les Arabes » n'ont qu'un rêve : venger par notre humiliation leur défaite de Poitiers (732), et que déjà ils dominent le monde.

Cela ne vous rappelle rien ?... Il n'y a pas si longtemps, c'étaient « les juifs » que les nazis et leurs complices désignaient à la vindicte publique. En citant quelques banquiers, politiciens ou journalistes, ils prétendaient démonter la « domination juive », source de tous nos maux. Cette « branche » de la propagande raciste n'a d'ailleurs pas disparu. Dans des circonstances nouvelles, le bouc émissaire ayant, pour l'essentiel, changé, le but de la diversion demeure : falsifier les données économiques, sociales et politiques, masquer les véritables responsabilités.



... Prenez-vous-en à eux, pas à nous !!

La publicité elle-même croit devoir puiser un argument de vente dans cette campagne haineuse. Tel matériau de construction, qui limite, paraît-il, les besoins en chauffage est considéré comme une « malédiction » par un souverain arabe qui perdra, de ce fait, « quelques milliards ». A ceux qui « en ont par dessus la tête de la montée des prix », un « spécialiste de la congélation » conseille : « Prenez-vous en à eux, pas à nous ! » — avec une illustration suggestive. Car ce n'est pas en France, bien entendu, qu'il faut chercher les responsables de la montée des prix...

Pour « Moto-Journal » du 23-1-1975, l'appétit dominant des « Arabes » est symbolisé par ce monstre calqué, à s'y méprendre, sur la représentation du « juif » dans l'arsenal ancien de l'antisémitisme.



« Plus un seul endroit qu'on puisse acheter ! »
(TZ, Munich)



Le Pétrofranc

Le dessin du haut, paru dans un journal de Munich (et reproduit par « Rivarol »), où les « nouveaux maîtres » regrettent qu'il ne reste « plus un seul endroit à acheter » illustre bien le thème repris aujourd'hui des publications antisémites les plus « classiques ». Bien entendu, la même inspiration se retrouve dans chaque numéro de « Minute ». Il est plus étonnant de voir dans « Le Droit de vivre », organe de la Ligue internationale contre l'antisémitisme, en mars 1975, un dessin de Tim (ci-dessus), où la sèmeuse d'une pièce de monnaie est remplacée par un Arabe (au visage évoquant Hitler), tout comme, sous l'occupation, une odieuse caricature de juif illustrait les faux billets de banque diffusés par la propagande hitlérienne.

